

OMS 69^{ème} Assemblée mondiale de la Santé : situation sanitaire dans les territoires palestiniens occupés. Extraits du rapport soumis en mai 2016 par le Ministre de la Santé de l'Etat de Palestine, le Dr Jawad Awwad.

Situation dans la Bande de Gaza

En raison du siège de la Bande de Gaza par Israël, qui dure désormais depuis 10 ans, quelque 40 % de Gazaouis vivent désormais dans la pauvreté et quelque 80 % reçoivent une aide alimentaire ; la violence à l'encontre des femmes a augmenté dans environ 73 % des familles. Selon un rapport du réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme, plus de 50 % des enfants palestiniens ont besoin de soutien psychologique et 55 % environ des Gazaouis souffrent de dépression. Vu l'extrême difficulté de la situation humanitaire et des conditions de vie dans la Bande de Gaza, plus de 922 000 réfugiés nécessitent une assistance dans des domaines comme la santé, l'éducation et le logement et ont un besoin urgent de protection et sécurité élémentaires.



Dévastations causées par la guerre contre Gaza en 2014



Photographie prise pendant la guerre menée par Israël contre Gaza en 2014

La Bande de Gaza continue de subir les effets de la dernière guerre dévastatrice, qui a duré du 7 juillet au 26 août 2014 et suivait de près deux autres guerres qui n'étaient séparées que par de brefs intervalles de temps. La guerre a tué 2260 personnes, dont 612 enfants (21,7 % du nombre total de victimes) et 230 femmes (10,2 % de ce nombre) ; 11 231 personnes ont été blessées, dont 3827 enfants (36 % des blessés) et 1773 femmes (16,7 % des blessés). Quelque 1000 personnes conservent un handicap définitif. Environ 51 % des enfants qui ont été blessés avaient moins de 17 ans. Quelques 373 000 enfants ont un besoin urgent de soins psychosociaux spécialisés.



Un Gazaoui et son enfant sont assis parmi les décombres de leur maison détruite par la machine de guerre israélienne (2014).



Dévastations causées par la guerre d'Israël contre Gaza en 2014.

La guerre a déplacé 500 000 personnes, parmi lesquelles des habitants dont les logements et les possessions ont été entièrement détruits. En 2015, approximativement 4900 personnes vivaient encore dans des hébergements fournis par l'UNRWA. La guerre a également détruit une grande partie de l'infrastructure de la Bande de Gaza, et notamment des maisons, des routes, des écoles et des centres de santé. Elle a aussi détruit une grande partie de l'infrastructure d'approvisionnement en eau, en électricité et en carburant. En avril 2015, plus de 60 % des Gazaouis étaient dans l'impossibilité d'exercer leur travail de fonctionnaire ou d'accéder aux services d'éducation et de santé, et n'avaient pas accès à l'électricité ou au carburant.

La guerre de 2014 a été dévastatrice à bien des égards. Dans plus de 142 familles, trois ou quatre personnes, voire davantage, ont péri alors que leur maison était bombardée sans discernement.

Plus de 1900 enfants ont perdu leur père, leur mère ou les deux.

Les centres de soins, les hôpitaux, les ambulances et les personnels médicaux et agents de santé n'ont pas été épargnés pendant cette guerre. Plus de 100 personnes ont été tuées ou blessées (23 tués et 83 blessés) parmi les équipes médicales, les agents de santé ou les personnels ambulanciers. Israël a bombardé et détruit 19 hôpitaux (18 partiellement et un entièrement), 63 centres de soins (60 partiellement et 3 entièrement) et 27 pharmacies (18 partiellement et 9 entièrement). Environ 45 % des centres de soins publics et privés et 35 % des hôpitaux n'étaient plus en mesure de fournir des services et ont été contraints de fermer par suite de la guerre ou parce qu'ils étaient situés dans des zones dangereuses.



Service de l'un des hôpitaux visés pendant la dernière guerre qui a frappé Gaza (2014).

Il ne fait aucun doute que les dévastations causées par la guerre auront des répercussions pendant de nombreuses années. Selon l'évaluation détaillée des besoins et le plan de relèvement pour la reconstruction de Gaza, il faudra environ US \$383 millions pour reconstruire et consolider le secteur de la santé dans la Bande de Gaza et en assurer la résilience. Malgré les annonces de financement faites par des pays donateurs à la Conférence sur la Palestine – reconstruction de Gaza – qui s'est tenue récemment au Caire, la reconstruction progresse extrêmement lentement. Quelque US \$13,8 millions ont été dépensés en 2015 et des travaux sont en cours pour mettre en œuvre une série de projets essentiels, parmi lesquels des projets de construction et de remise en état d'hôpitaux et de centres de santé, ainsi que des plans visant à assurer l'approvisionnement en carburant, en médicaments et en fournitures médicales, en fournitures de laboratoire, en équipement médical et en pièces détachées. Il existe aussi des plans de construction d'une grande installation de dessalement à l'Hôpital Al-Shifa, ainsi que des programmes de nutrition et des initiatives pour améliorer l'hygiène.

Environ US \$24,2 millions ont été affectés à des projets pour 2016 et 2017. Les principales difficultés dans ce domaine sont notamment l'insuffisance du financement, le manque de prévisibilité (qui est cruciale pour la mise en œuvre des projets de reconstruction) et le fait que les autorités d'occupation temporisent lorsqu'on leur demande d'autoriser l'entrée de matériaux de construction et autres matériaux à Gaza, sous prétexte que ceux-ci pourraient être utilisés à d'autres fins.

Les forces d'occupation israéliennes ont continué à prendre pour cible des civils et leurs biens dans la Bande de Gaza et à perpétrer des violations des droits humains et des violations des normes juridiques internationales. En 2015, elles ont maintenu leur blocus de Gaza et imposé de nouvelles restrictions à la population. Elles ont tué 28 habitants, dont quatre enfants et une femme, et blessé 1275 personnes, dont 132 enfants et neuf femmes. Deux cent deux personnes ont été maintenues en détention, dont 38 enfants.

Dans le cadre du siège général dont la Bande de Gaza fait l'objet, les forces israéliennes ont continué de prendre pour cible des pêcheurs palestiniens, empêchant la population de travailler et violant ainsi les droits humains. Elles s'en sont pris aux pêcheurs et les ont empêchés de travailler en leur interdisant de pêcher à plus de six milles marins de la côte gazaouie. En de nombreuses occasions, elles ont ouvert le feu sur des pêcheurs ou les ont poursuivis dans des embarcations gonflables jusqu'à ce qu'ils atteignent le rivage. D'après le rapport annuel du Centre Al-Mezan pour les droits humains, les pêcheurs ont été pris pour cible 126 fois, l'un d'entre eux a été tué alors qu'il pêchait en mer et 29 autres ont été blessés.

Au total, 73 pêcheurs ont été arrêtés et escortés jusqu'en Israël. La plupart d'entre eux ont été libérés après quelques heures, mais trois sont toujours en détention. Israël a par ailleurs saisi 21 bateaux de pêche. En 12 occasions, des actes de vandalisme ont été perpétrés contre du matériel de pêche tel que des filets et des systèmes d'éclairage de navires. Le rapport fait également état d'attaques menées par des avions de guerre israéliens en un certain nombre d'endroits de la Bande de Gaza. Ces attaques ont causé des dégâts matériels à des habitations et des installations civiles, tandis que les bombardements créaient une grande panique parmi les civils, notamment les femmes et les enfants. Selon le Centre Al-Mezan, 29 attaques de missiles ont eu lieu contre Gaza.

En 2015, les forces d'occupation israéliennes ont également continué à procéder à des arrestations et à maintenir des personnes en détention arbitraire, lors d'incursions dans la Bande de Gaza ou en poursuivant et kidnappant des pêcheurs qui étaient en mer. Elles ont arrêté 202 Palestiniens, parmi lesquels 38 enfants et 73 pêcheurs. Au total, 44 personnes ont été arrêtées au point de passage de Bayt Hanoun (Erez) alors qu'elles entraient dans la Bande de Gaza ou en sortaient.

Les forces d'occupation israéliennes ont durci les restrictions aux points de passage pour les marchandises commerciales et aux points de passage pour les personnes. Le siège de Gaza n'a pas fondamentalement changé et le prétendu assouplissement des restrictions annoncé par les autorités d'occupation n'a eu aucun effet discernable sur la circulation des personnes ou des marchandises.

Dans des limites bien précises, certains groupes de personnes ont pu franchir un point de passage. Il s'agissait notamment de personnes malades et, plus particulièrement, de personnes atteintes d'un handicap. Le processus était néanmoins extrêmement compliqué et elles ont été confrontées à des restrictions sévères. Elles ont également été traitées de manière inhumaine. Le point de passage de Rafah est complètement fermé depuis le début de 2015, privant ainsi les Gazaouis de leur droit de rentrer et sortir de la Bande de Gaza. Selon l'autorité responsable des passages et des frontières, quelque 90 000 personnes ont un besoin urgent de se déplacer. Ce chiffre inclut quelque 15 000 personnes qui sont enregistrées auprès du Ministère de l'intérieur, parmi lesquelles 3500 sont adressées à un service médical spécialisé.

En ce qui concerne les conditions de vie des Palestiniens dans la Bande de Gaza, le taux de chômage était de 43,9 % en 2015 et plus de 201 900 personnes étaient sans emploi. D'après le dernier rapport de la Banque mondiale, le niveau de chômage à Gaza était le plus élevé du monde et ce taux dépassait 60 % chez les jeunes et les diplômés.

La pauvreté et l'extrême pauvreté ont également progressé, atteignant 65 % ; plus d'un million de personnes, ce qui équivaut à 60 % de la population de la Bande, bénéficiaient de l'aide de secours fournie par l'UNRWA et des organismes humanitaires internationaux. Plus de 72 % des familles étaient confrontées à l'insécurité alimentaire. Le PIB a reculé de 1,5 % au deuxième trimestre de 2015, par rapport au deuxième trimestre de 2014, et a baissé de 8,2 % par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente. Le PIB par personne dans la Bande de Gaza a diminué de 4,8 % par rapport au deuxième trimestre de 2014 et s'est établi à US \$261,2 au deuxième trimestre de 2015.

153. Les points de passage demeurent fermés. La seule exception est celui de Kerem Shalom, qui est le seul point continuant à fonctionner selon les mécanismes mis en place avant la dernière guerre. Son fonctionnement demeure inchangé, y compris les heures d'ouverture, le nombre de passages de camions et le type et les quantités de marchandises autorisées à passer. Bien que le nombre de passages de camions soit plus élevé, cela s'explique par le plus grand nombre de véhicules transportant des approvisionnements pour les opérations de secours et des matériaux de construction pour les projets internationaux dans la Bande de Gaza, ainsi que des quantités soigneusement contrôlées de matériaux de construction destinés à des projets de reconstruction du secteur privé. En même temps, Israël continue d'empêcher toute une série de marchandises, de matières premières et d'équipements et machines, dont, en particulier, les matériaux de construction, d'entrer dans Gaza. D'après des informations récentes sur le franchissement du point de passage de Kerem Shalom par les camions, ce point a été fermé pendant 133 jours en 2015 – soit 36 % de l'année.

Insuffisance des approvisionnements en combustibles et en électricité dans la Bande de Gaza

La Bande de Gaza dépend de trois sources d'électricité : 40 % de l'énergie vient d'une centrale électrique locale qui utilise du combustible arrivant à Gaza par Israël ; 50 % provient d'Israël, qui alimente directement son réseau ; et 10 % est fourni par le réseau d'électricité égyptien. Israël exerce donc un contrôle considérable sur l'approvisionnement en électricité.

Selon un rapport sur les répercussions humanitaires de la pénurie de combustible et d'électricité dans la Bande de Gaza, publié par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations

Unies en juillet 2015, les frappes aériennes menées par Israël en juin 2006 ont marqué le début de la pénurie continue d'électricité à Gaza. D'après les estimations de ce document, la Bande de Gaza a besoin de quelque 470 mégawatts de puissance électrique, mais elle ne peut satisfaire actuellement qu'à 45 % de ses besoins. L'ensemble de son territoire est soumis à des coupures régulières d'électricité pendant 12 à 18 heures par jour. La situation est plus critique dans les zones à forte densité de population. Depuis novembre 2013, les organisations internationales ont dépensé quelque US \$11 millions pour les approvisionnements d'urgence en combustibles.

Pour faire face aux coupures de courant répétées, les prestataires de services et les ménages utilisent des générateurs. Il n'est toutefois pas possible de compter sur ces équipements puisqu'ils doivent être approvisionnés en combustible et nécessitent des pièces détachées coûteuses. Ils peuvent aussi être dangereux et polluent l'environnement. Enfin, ils sont trop onéreux pour les personnes qui survivent avec des revenus modestes.

Cette situation a eu de graves répercussions sur le secteur de la santé et les services médicaux, notamment sur ceux qui peuvent sauver des vies. Les matériels médicaux sensibles, parmi lesquels les moniteurs cardiaques, les appareils de radiologie, les IRM, les appareils à ultrasons, le matériel de stérilisation et les incubateurs ne peuvent pas fonctionner correctement et les hôpitaux sont contraints de repousser les interventions chirurgicales programmées et de ne réaliser que les interventions urgentes. Pareille situation peut avoir des conséquences graves, qui peuvent mettre la vie en danger.



Dans un hôpital de Gaza

Les effets préjudiciables des coupures de courant sur le secteur de la santé dans la Bande de Gaza peuvent être résumés comme suit :

- les coupures de courant portent atteinte aux droits humains dans le domaine de la santé en raison de leur très grave impact sur les services de soins. Nombre de ces services ne peuvent être assurés pendant les coupures, qui peuvent durer plusieurs heures par jour et surviennent lorsque les hôpitaux et les centres de soins de santé primaires ne sont pas en mesure d'acheter suffisamment de diesel pour faire fonctionner leurs générateurs. Ces établissements ont besoin tous les jours d'une quantité de diesel allant de 8000 à 10 000 litres ;
- la prestation de services médicaux, et notamment les procédures d'urgence visant à sauver des vies dans les situations de crise, est compromise lorsqu'il n'y a plus de réserves de combustible pour les ambulances et les générateurs d'appui. L'irrégularité des approvisionnements en électricité a eu pour effet d'endommager du matériel médical sensible et de perturber la fourniture des services médicaux. Les hôpitaux n'ont eu d'autre choix que de fixer des priorités, en privilégiant les opérations d'urgence et en repoussant les interventions chirurgicales qui pouvaient l'être. Même si le report de ces interventions peut ne pas mettre la vie en danger, il peut entraîner toute une série de complications et d'effets négatifs pour les patients qui sont malades ou blessés
- un grand nombre d'interventions programmées doivent être annulées, la priorité devant être donnée aux cas urgents et aux opérations très importantes ;
- les générateurs d'oxygène à haute tension ne peuvent plus fonctionner parce que les petits générateurs électriques ne parviennent pas à produire suffisamment d'énergie à cette fin ;

- les services de radiologie ne fonctionnent qu'à 50 % de leur capacité ;
- les coupures de courant perturbent et interrompent le fonctionnement des appareils de dialyse, ce qui cause une souffrance supplémentaire aux patients atteints d'insuffisance rénale ;
- les systèmes de climatisation centraux des hôpitaux tombent en panne, ce qui a des effets préjudiciables dans les locaux dépourvus de fenêtres, tels que les salles d'opération, les services de soins intensifs et les unités de soins intensifs néonataux ;
- les coupures de plus de deux heures peuvent abîmer les stocks de sang et de plasma détenus dans les banques de sang ;
- la chaleur intense sévissant pendant l'été est source d'un grand nombre de maladies chez les adultes et les enfants. Comme il est impossible de disposer d'énergie électrique plus de huit heures par jour, on constate une plus grande prévalence de maladies touchant les enfants, parmi lesquelles les infections dermatologiques qui provoquent de fortes démangeaisons et un inconfort, et qui empêchent de dormir. L'absence de climatisation pendant les périodes de forte chaleur aggrave l'hypertension et fait monter le taux de glycémie chez les patients diabétiques. Un certain nombre d'autres maladies sont aggravées par les variations de température, notamment les maladies rhumatismales et la polyarthrite rhumatoïde chez les personnes âgées ;
- lorsqu'il n'y a pas d'électricité pour faire fonctionner les climatiseurs et les ventilateurs, il est impossible de faire baisser la température dans les habitations des patients qui ont subi une intervention chirurgicale. Cela peut retarder la cicatrisation et accroître le risque de complications postopératoires ;
- les coupures de courant portent gravement atteinte au droit des personnes de disposer de nourriture en quantité suffisante et dans de bonnes conditions d'hygiène.

En outre, les pénuries et coupures d'électricité et l'insuffisance des approvisionnements en combustible pour faire fonctionner les pompes à eau et les puits signifient que, de plus en plus souvent, il n'y a pas d'eau courante pour alimenter les foyers palestiniens. Les habitants doivent donc dépendre de sources d'approvisionnement en eau qui ne sont pas contrôlées pour en assurer la sécurité sur le plan sanitaire. Les stations d'épuration ont réduit le nombre de cycles d'assainissement qu'elles pratiquent, conduisant à une augmentation des niveaux de pollution dans les eaux usées (seulement partiellement traitées), qui sont alors rejetées dans la mer. Il existe aussi un risque de débordement des eaux d'égout dans les rues.

On compte 180 infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement à Gaza. Il s'agit notamment de 140 puits, 37 stations de pompage et installations d'assainissement et trois stations d'épuration. Toutes ces installations nécessitent un entretien régulier et des pièces détachées qui ne sont pas disponibles sur les marchés locaux en raison du blocus imposé par Israël. Le service des eaux ne peut couvrir que 50 % de ses besoins en combustible et les approvisionnements en eau, en particulier en eau potable, sont donc depuis longtemps irréguliers. Les stations d'épuration n'étant pas en mesure de fonctionner, de grandes quantités d'eaux usées non traitées sont rejetées dans la mer, provoquant une pollution de la mer et des plages qui a aussi des effets défavorables sur les poissons. Les niveaux de pollution des plages demeurent élevés. En fait, le rejet d'eaux usées non traitées dans la mer aggrave la crise environnementale et nuit encore davantage à la santé de la population.